
LE POINT DU JOUR,

O U

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.

N^o. LXXXVIII.

Du Jeudi 24 Septembre 1789.

Suite de l'affaire des Gabelles.

UN sentiment de douleur doit céder à tout homme sensible en voyant les maux que la législation financière a faits, & sur-tout des tristes effets que doivent produire en France l'ordonnance des gabelles. On frémit de voir décerner par des *commissions* & des tribunaux, dont le nom inspire la terreur des supplices, contre des hommes pauvres, qui n'ont point violé le droit naturel en recueillant une production dont la nature a couvert nos côtes, & que la loi civile ne rend propre à personne. La législation rougira désormais de prêter son appui à une régie aussi barbare que ruineuse pour le peuple, & de foudroyer le spectateur indigent ou utile, aux mêmes peines que le brigand meurtrier. Le nom sacré du prince ne sera plus employé à autoriser des subsides aussi vexatoires & une

Tome III,

H

inquisition aussi tyrannique que celles des gabelles dont la suppression est prononcée.

C'est d'après ces idées générales, que l'humanité & la politique, d'accord cette fois, ont inspiré les différentes motions, les projets d'arrêtés & les amendemens qui ont été proposés par un grand nombre de membres, dont les uns, tels que MM. les évêques d'Autun & de Nanci, croyoient qu'on pouvoit suspendre la délibération, quant à présent, jusqu'à ce que le comité eût fait des réductions sur les dépenses publiques, & que les administrations provinciales fussent établies.

MM. de Gouvi d'Arci, de Volney, le vicomte de Mirabeau, Joui des Roches, Anson, Bouche, Emeri, Salé de Choux, Long, Roger, Grégoire & un grand nombre d'autres députés des provinces de gabelles, & des pays francs & rédimés, ont porté la parole sur ce sujet de sollicitude du peuple. M. l'archevêque d'Aix a présenté aussi un projet d'arrêté très-bien fait, qui sembloit réunir toutes les vues des différentes motions; il n'a pas cependant été accueilli. Voici le résultat de la séance décisive du 21 septembre au soir.

L'assemblée reprenant l'ordre indiqué pour la séance, a fait lire le projet du comité des finances, relatif à la gabelle, ainsi que les différens autres projets & amendemens sur le même objet proposés précédemment, & qui l'ont été dans cette même séance.

Après une longue discussion, il a été proposé que quelques membres de l'assemblée, réunis à M. Dupont, conféraient avec le premier ministre des finances sur les différens projets, & fissent à la séance de dimanche le rapport de leur conférence.

La priorité a été donnée à l'arrêté du comité des finances.

Les nombreux amendemens sur le projet mis aux voix

successivement, trois ont été adoptés pour être inférés dans le décret.

Le premier ordonne la suppression de toutes les commissions & chambres souveraines qui jugent des faits de contrebande & de fauxsaunage & de leurs subdélégations, quelque part qu'elles soient établies, & le renvoi de toutes contraventions de ce genre aux juges qui en doivent connaître pour être jugés sommairement & à l'audience.

Le second abolit toutes visites domiciliaires de la part des commis & agens de la ferme générale.

Le troisième prononce la suppression de la gabelle, aussitôt que le remplacement en aura été combiné avec les administrations provinciales.

Trois autres amendemens concernant la suppression des commissions, connues dans certaines provinces sous le nom de réformation des bois des salines; le second, l'indemnité réclamée par les provinces redimées; le troisième, demande de la Lorraine de ne payer le sel qu'à quatre sous la livre, attendu que le sel qui est fourni à cette province est, par son infériorité, dans la proportion de deux à trois, avec le sel que consomment les autres provinces, & qui ont été ajournées du consentement des membres qui les ont proposés.

L'assemblée passant ensuite à l'examen du précédent arrêté proposé par le comité des finances, elle l'a décrété en ordonnant qu'il seroit envoyé au comité de rédaction pour y insérer les amendemens proposés.

Dans le cours des discussions sur l'arrêté des amendemens, tous les députés des provinces ont insisté au nom de leurs commettans sur la suppression de la gabelle, à l'exclusion de tout impôt qui sera établi en remplacement, & ceux des pays de petites gabelles sur une répartition de cet impôt, non excédant leur convention dans le ré-

gime actuel; ils ont désiré qu'il fût fait mention, dans le procès-verbal, de l'expression de leur *veto*; à cet égard, MM. les députés de province ont de plus réclamé particulièrement l'abolition des peines contre ceux dont les troupeaux vont s'abreuver dans les eaux & fontaines salées.

Nous donnerons demain le décret sur les gabelles qui est encore au comité de rédaction.

Séance de Mardi soir.

L'ouverture des séances étant, en quelque sorte, consacrée à faire connoître les auteurs des dons patriotiques, M. le président a annoncé celui fait par M. Berthier de Versailles, qui a envoyé sa vaisselle & un grand nombre de médailles d'argent, pour servir à l'état jusqu'en 1800 & plus, sans intérêt.

M. le marquis de Montalembert, admis à la barre, a fait présent à l'état de son cabinet de fortifications, collection précieuse dont il a refusé une somme considérable, offerte par des étrangers célèbres.

La Guadeloupe sera la seconde colonie qui aura été admise à l'assemblée nationale. M. le président, en rappelant le trait de générosité fait la veille par un des députés, (M. de Curt, a demandé à l'assemblée avec beaucoup d'intérêt qu'elle voulût bien entendre le rapport du comité de vérification des pouvoirs.

M. Barrère de Vieufac en étoit chargé; il a présenté cette colonie occupée dans ce dernier siècle par six-cents Français, encouragée dans ses progrès par Louis XIV & Colbert, conquise en 1759 par les Anglois, restituée à la France en 1773, venant s'y réunir de plus fort dans le sein de l'assemblée nationale. La colonie s'étant assemblée le 26 février dernier, en apprenant la nouvelle de la con-

vocation des états-généraux de France autorisa son comité, séant à Paris, à solliciter la représentation qui lui étoit due. Le ministre du département des colonies ayant répondu que le roi agréoit des démarches que MM. du comité feroient auprès de l'assemblée nationale pour obtenir cette représentation. MM. Guillon de Curt, le marquis Dampierre, de Boivin, le vicomte de Gualbert ont été nommés députés par la voie du scrutin.

Leur admission avoit été jugée lors de celle des députés de Saint-Domingue.

Leur pouvoir auroit pu être plus direct & leur élection plus universelle; mais les circonstances, une distance de 15 cents lieues, & le vœu de la colonie exprimé le 26 février, ont fait adopter cette élection du comité colonial, sans confirmation.

Quant au nombre des députés, le rapporteur prouvoit la justice de l'opinion du comité, de n'admettre que deux députés, en suivant la proportion établie pour Saint-Domingue. La population de 16 mille colons; 4 mille affranchis; 120 mille noirs; la contribution de deux millions à tous les impôts, & les trente millions de denrées jetées dans la balance du commerce, s'embloient n'exiger que cette mesure de représentation: aussi l'assemblée a adopté unanimement & sans discussion préalable l'avis du comité, c'est-à-dire, deux députés pour cette colonie intéressante, sans confirmation. Les autres quatre députés reçus comme suppléans, jouiront des mêmes droits que MM. les suppléans de Saint-Domingue.

M. Mercier a fait un rapport concernant M. Larguès, médecin d'Aurillac, qu'une émeute avoit forcé d'abandonner ses foyers. M. Hébrard a rendu un compte impartial des faits, en disant que ce seroit entrer dans les vues de paix du comité permanent d'Aurillac, de faire défense

d'attenter à la personne & aux biens de ce médecin. L'assemblée a adopté ce moyen indiqué par le comité de rapport, a renvoyé sur le fond au pouvoir exécutif, & autorisé M. le président à écrire au comité municipal, pour faire maintenir l'ordre & la tranquillité publique.

M. Anson a fait un rapport du comité des finances, relatif aux impositions courantes & à la contribution égale des deux ordres, qu'on appelloit *privilegiés*.

On a autorisé l'impression de la liste nominative des dons, traitemens, pensions, avec les motifs & la durée.

Séance d'hier.

Après avoir annoncé que le corps de la bourgeoisie de Sarlouis offroit de doubler sa capitation, M. le président a lu une lettre souscrite par dix curés membres de l'assemblée, qui ont fait déposer mille livres sur l'autel de la patrie. Des ministres de l'évangile ont cru ne devoir pas être connus; leur sacrifice est d'autant plus grand qu'ils ont dû secourir l'indigence pendant l'hiver le plus rigoureux, & qu'on assure que plusieurs d'entr'eux ne possèdent que de très-petits bénéfices. Quels sacrifices ne devons-nous pas attendre de ceux qui possèdent les plus considérables!

En reprenant l'ordre du jour, il sembloit naturel de revenir à l'état de la question de la veille, sur la rédaction de l'article concernant la formation de la loi, mais l'assemblée convaincue de la nécessité de hâter la constitution, s'est occupée de l'article suivant, relatif à la prérogative royale, conçu en ces termes :

« Le pouvoir exécutif suprême réside exclusivement dans les mains du roi. »

Malgré quelques critiques du mot *suprême*, l'article a été adopté.

M. Bouche a réclamé la même énonciative en faveur du pouvoir législatif.

M. de Virieux, le croyant inutile, a réclamé la question préalable.

M. la Poule ne concevoit pas qu'il y eût un Français qui pût refuser de déclarer que le pouvoir législatif réside dans les mains de la nation.

Mais M. Mounier, qui ne contestoit pas le principe, trouvoit superflu de le déclarer dans la constitution, parce qu'il étoit prononcé dans la déclaration des droits.

M. Target desiroit qu'après avoir énoncé les deux pouvoirs, il fût déclaré qu'ils émanent l'un & l'autre de la nation.

« Il faut déclarer dans la constitution, disoit M. Reubel, que l'assemblée adopte comme constitutionnel l'article de la déclaration des droits, qui dit que tous les pouvoirs émanent de la nation.

M. le vicomte de Mirabeau demandoit de fermer la discussion ou de poser la question préalable; aucune de ces deux opinions n'ayant été adoptée, M. Duport croyoit aussi inutile que dangereux d'insérer cet article, parce qu'il tendroit plutôt à limiter les pouvoirs de la nation qu'à les fixer.

M. de Mirabeau, après avoir réfuté quelques propositions de M. Mounier, vouloit qu'on dit: « le pouvoir législatif réside dans l'assemblée nationale.

M. d'Harambures a présenté une rédaction qui embrassoit les deux pouvoirs délégués par la nation, & ne pouvant émaner que d'elle.

M. Pethion de Villeneuve a développé cette idée en faisant sentir qu'on ne pouvoit se dispenser de déclarer pour le pouvoir législatif, ce que l'on venoit de déclarer pour l'exécutif, mais M. Fréteau embarrassant toutes les opi-

nions présentées jusqu'alors à l'assemblée, a proposé la rédaction suivante, qui rectifie la chronologie des articles.

« Tous les pouvoirs émanent essentiellement de la nation, & ne peuvent émaner que d'elle.

» Le pouvoir législatif réside dans l'assemblée nationale, qui l'exercera ainsi que suit :

» Aucun acte du corps législatif ne pourra être considéré comme loi, s'il n'est fait par les représentans de la nation, librement & légalement élus, & s'il n'est sanctionné par le monarque.

» Le pouvoir exécutif suprême réside exclusivement dans les mains du roi.

« Après avoir souffert pendant sept siècles, disoit M. Fréteau, tous les excès du despotisme des souverains & des ministres, on ne peut trop répéter ces maximes salutaires qui doivent le bannir à jamais. La superstition a d'ailleurs jeté tant de nuages sur ces vérités premières, qu'on ne sauroit trop clairement les exprimer. »

Qui pouvoit s'élever plus énergiquement contre les attentats du despotisme, que celui qui en avoit été longtemps la victime ; aussi des applaudissemens réitérés ont été le digne prix de cet élan de patriotisme qui a passé subitement dans l'ame d'un autre magistrat ; c'est aujourd'hui le grand jour pour moi, s'est écrié M. le Berthon, j'adopte de tout mon cœur la profession de foi que M. Fréteau vient de faire ». Aussi-tôt l'assemblée a adopté unanimement les quatre articles tels qu'ils ont été rédigés par ce magistrat citoyen, M. Fréteau.

On a lu l'article IV du rapport du comité, conçu en ces termes :

» Le pouvoir judiciaire ne doit jamais être exercé par le roi, & les juges, auxquels il est confié, ne peuvent

être dépossédés de leurs offices pendant le temps fixé par la loi , autrement que par les voies légales ».

Cet article contenoit évidemment des objets plus relatifs au pouvoir judiciaire qu'au pouvoir législatif. L'immovibilité des *magistratures* (& non pas des *offices*, puisqu'ils sont détruits par la suppression de la vénalité) tient à d'autres principes , & doit trouver sa place dans l'organisation du pouvoir judiciaire.

Il ne s'agit maintenant que de fixer les pouvoirs généraux ; il faut renvoyer tout ce qui tient aux pouvoirs particuliers ; c'est ce qu'a fait sentir M. Pethion de Ville-Neuve , en demandant la division de l'article ; ainsi il proposoit de dire : « Le pouvoir judiciaire ne peut jamais être exercé par le roi , mais il doit l'être en son nom. »

M. Desprémenil trouvoit l'article incomplet sous deux aspects ; 1°. en ce qu'on n'annonçoit pas le droit qu'a le roi de réformer les jugemens contraires aux formes établies ; 2°. en ce qu'on devoit énoncer le droit qu'a le roi de juger par son conseil.

MM. Pizon & Garat demandoient le renvoi de cet article au chapitre du pouvoir judiciaire , mais MM. de la Chaize & Mongin appuyoient l'avis de M. Pethion , & vouloient que l'on consacraît le principe , en adoptant le commencement de l'article.

Il tient essentiellement à la constitution , ajoutoit M. Fréteau ; il appartient à la sûreté publique & à des individus , que la formation des tribunaux , par lesquels le roi fera exercer son pouvoir judiciaire , soit établie dans la constitution même , pour n'être pas changée arbitrairement ; il est certain que les tribunaux ne peuvent être changés que par la volonté de la nation. Si la formation des tribunaux supérieurs a établi le tribunal de révision , quelle force

le corps ministériel a tiré du conseil du roi, dont l'extension des droits & des prérogatives a prêté au despotisme un nouveau moyen ! Que sera-ce quand la jurisprudence, ancienne sur certains objets, sera mêlée avec la jurisprudence nouvelle, résultant de vos décrets ? C'est-là le statut le plus délicat.

M. Target proposoit ainsi la rédaction :

« Le pouvoir judiciaire s'exercera au nom du roi, & ne peut être exercé ni par le corps législatif, ni par le roi, ni par son conseil, ni par autres juges que ceux qui seront établis & confirmés par l'assemblée nationale. »

M. de Séze rédigeoit plus simplement : « Le pouvoir judiciaire ne sera exercé ni par le corps législatif, ni par le roi ; mais il sera exercé en son nom par les tribunaux que la loi aura établis. »

Mais ce n'est pas à la loi à organiser les tribunaux ni à les établir, mais bien à la constitution.

Alors une nouvelle difficulté s'est élevée sur la nécessité de séparer absolument les deux pouvoirs législatifs & exécutifs, du pouvoir judiciaire ; la discussion a été faite par MM. Prieur, Broustaret ; de Clermont-Lodève, Coupé, Mounier, Treillard, Garat aîné, Target, Chapelier, Salé de Choux, Desmeuniers & Blin ; ils ont long-temps débattu une question de droit public que Montesquieu a traitée en trois lignes au chapitre de la constitution d'Angleterre, lorsqu'il dit qu'il n'y a pas de liberté, si la puissance de juger n'est pas séparée de la puissance législative & de l'exécutrice.

Enfin l'assemblée a consacré ce principe de l'auteur de l'*Espirit des loix*, en adoptant, à une très-grande majorité de suffrages, la rédaction suivante, après avoir jugé les différens amendemens,

« Le pouvoir judiciaire ne sera en aucun cas exercé par le roi ni par le corps législatif ; mais la justice sera admini-

nistrée au nom du roi par les seuls tribunaux établis par la loi, suivant les principes de la constitution, & selon les formes déterminées par la loi. »

Cet article semble appeler les législatures suivantes au droits de réformer les tribunaux, & c'est ce que plusieurs membres trouvoient dangereux ; mais ces mots, suivant les principes de la constitution, assurent l'immobilité nécessaire aux tribunaux qu'elle aura organisés & établis : c'est là une propriété du citoyen, & un point constitutionnel qui assure la liberté, civile plus nécessaire au bonheur de l'homme en société que la liberté politique.

A la fin de la séance, M. de Mirabeau a demandé que l'assemblée s'occupât d'une question relative à la régence ; mais il est à présumer que l'urgence des besoins fera donner la préférence aux autres articles du pouvoir législatif, & sur-tout aux municipalités & aux assemblées provinciales qui sont plus instantes que jamais pour ramener la tranquillité publique.

Avant de finir, nous ferons mention de plusieurs dons patriotiques. M. Dupré, député des communes de Carcassonne, a donné mille livres à la caisse nationale, & son zèle s'est communiqué aux ouvriers de sa manufacture, qui ont donné 200 liv. fruit des journées de leur travail.

Un inconnu a envoyé 556 livres & la moitié de son argenterie ; & un soldat de la garde nationale de Paris ses boucles d'argent, en disant que le nouvel uniforme ne lui permettoit d'en porter que de cuivre.

Le département de la marine se ressentira de ces bienfaits patriotiques ; un particulier a offert à l'assemblée une forêt pour servir à la construction des vaisseaux du roi.

Il semble que la loyauté & la générosité française soient aussi ingénieuses à trouver dans un instant les moyens de secourir l'état, que le fisc en a inventés dans deux siècles.

pour pressurer les peuples. Les comédiens italiens ont offert à l'assemblée une somme de 12000 livres, en exprimant leurs regrets de ce que *le malheur des temps* ne leur permettoit pas de rendre plus considérable leur offrande patriotique; il semble que dans cette circonstance tous les talens se réunissent pour apprendre à l'opulence à faire des sacrifices à la patrie. Ce trait généreux a été vivement applaudi par l'assemblée.

A V I S.

N. B. MM. les Souscripteurs, dont l'abonnement finit au quatre-vingt-dixième numéro, sont priés de renouveler, & de rapporter le numéro de leur souscription, qui se trouve sur l'enveloppe du Journal.

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal, N^{os} 7 & 8, & chez les principaux Libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume. Le quatrième abonnement commencera au quatre-vingt-onzième numéro, & finira au cent-vingtième; on est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent, sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.